

parle, quelqu'un veut une réponse de vous, quelqu'un veut un oui de vous. Ces gens-là, ce sont des gens d'un parti politique, au Québec, qui est voué à la séparation du Québec, à l'indépendance du Québec. Première raison pour vous méfier, et pour être doublement attentifs au fait de la question qu'on a si soigneusement évité de débattre à l'Assemblée nationale du côté du Parti québécois, il y a quelques semaines. La question étant posée par des politiciens du Parti québécois qui veulent l'indépendance du Québec, qu'est-ce qu'ils veulent? Eh bien on n'a qu'à prendre le texte de la question. On risque moins de se tromper, et au deuxième paragraphe de cette longue question, il est écrit, et je cite:

Cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté et, en même temps, une association.

Alors c'est noir sur blanc, la question, monsieur le Président, le Parti québécois veut un oui à un mandat de négocier la souveraineté, ce qui est synonyme d'indépendance, de séparation. Alors, mes gens ordinaires, de mon milieu, chez nous, qui travaillent à des salaires moyens et qui, lorsqu'ils se retrouvent en chômage, à cause de périodes économiques difficiles, profitent de ce régime d'assurance-chômage très généreux que nous avons établi au pays, ces gens qui, lorsqu'ils sont malades, bénéficient de l'assurance-santé et de l'assurance-hospitalisation, ou, lorsqu'ils sont âgés, bénéficient des pensions de sécurité de la vieillesse, qui sont à leur disposition, ces gens-là sont en droit de se demander: le parti politique qui me pose une question veut que je dise oui à l'indépendance du Québec, ce parti politique veut que je lui donne le mandat de négocier la séparation de la province de Québec et en même temps faire l'association économique, ce qui est une impossibilité, étant donné les propos tenus par les premiers ministres de toutes les provinces et par le premier ministre du Canada, qui ont dit que la souveraineté n'était pas négociable, que nous n'avions pas le mandat de la négocier.

Ce qui est important, c'est de dire à ces gens-là: Écoutez, le Parti québécois vous demande de dire oui à un mandat de négocier l'indépendance du Québec. Si on vous demande de dire oui à cette question, vous êtes en droit d'exiger d'eux qu'on vous démontre d'une façon claire qu'au lendemain de ce mandat vous allez vivre au moins dans des conditions économiques et sociales au moins aussi bonnes que celles qui existent aujourd'hui. Le fardeau de la preuve, monsieur le Président, repose sur les épaules de ceux qui actuellement veulent briser un pays pour tenter d'en créer un deuxième.

Il appartient au Parti Québécois de démontrer aux gens ordinaires au Québec et à toute la population du Québec qu'au lendemain de l'obtention de leur mandat ces gens-là vont vivre aussi bien qu'ils vivent aujourd'hui. Et ça, c'est une question légitime que je pose. Ce sont eux, les péquistes, qui veulent changer l'ordre des choses, ce sont eux, les péquistes, qui veulent changer le fédéralisme pour y substituer un pays indépendant au Québec à plus ou moins court terme et il leur appartient de faire la preuve indubitable que les gens ordinaires desquels on semble vouloir abuser actuellement en exploitant indûment une pseudo-fierté, c'est leur fardeau de démontrer qu'au lendemain de l'obtention de leur mandat, s'ils l'obtiennent, ces gens-là vont connaître des conditions au moins aussi favorables que celles qu'ils ont actuellement. Et Dieu sait que cette preuve-là est loin d'être faite.

L'Adresse—M. Pinard

Nous vivons actuellement, et nous en sommes conscients, dans une province, dans un pays, où les mesures sociales sont presque les plus évoluées au monde.

Nous vivons dans un pays d'abondance, et ceux qui veulent changer l'ordre des choses, le statut politique d'une partie de ce pays, devraient avoir au moins la décence de faire la preuve claire aux citoyens du Québec qu'ils connaîtront au moins les mêmes avantages économiques et sociaux pour lesquels je me bats depuis que je suis en politique. Mais moi je ne suis pas si sûr que cela, monsieur le Président, que maintenant ils aient l'honnêteté de placer le débat à ce niveau-là. Monsieur le Président, je reviens à ceux que je représente tout particulièrement parce que je les connais bien. Parlons des travailleurs du textile. Ces gens-là savent très bien que le gouvernement canadien, au cours des dernières années, est parvenu à négocier des accords bilatéraux avec sept, huit, neuf pays du Sud-Est asiatique pour limiter les importations de vêtements qui sont fabriqués à des coûts moindres dans ces pays-là pour permettre à l'industrie du textile d'être plus concurrentielle au Canada et de mieux fonctionner.

Ces contingentements ont été imposés par le ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque (M. Jean Chrétien) et ont encore été renouvelés il n'y a pas tellement longtemps l'an dernier pour une période de trois jusqu'à cinq ans dans certains cas. Eh bien, le simple fait de limiter les importations de ces vêtements a pour conséquence d'obliger certains citoyens d'autres parties du Canada de payer leurs vêtements plus cher. Il est sûr que s'il y a moins de chemises de Hong Kong sur le marché, le citoyen de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta va être obligé d'acheter une chemise fabriquée probablement au Canada, et elle coûtera plus cher que si elle venait de cette région-là.

● (1550)

Monsieur le Président, nous avons actuellement des Canadiens et des Canadiennes qui acceptent de payer leurs vêtements plus cher, car ils sont d'accord pour protéger, jusqu'à un certain point, l'industrie du textile. Et, en protégeant jusqu'à un certain point l'industrie du textile, on protège par le fait même ces emplois-là. Il y a une autre façon également dont le gouvernement protège jusqu'à un certain point, car cette protection est toujours limitée, et je le concède, cette industrie du textile et du vêtement. Ce sont les accords du GATT, où on a fait des ententes sur les tarifs et où on limite les importations de textile et de fibres.

Mais lorsqu'on place ensemble ces deux politiques canadiennes, résultat d'un fédéralisme sain, on a le résultat que l'industrie du textile au Canada est capable de mieux vivre, de mieux fonctionner, par voie de conséquence, d'empêcher l'érosion de ses employés et de son emploi en général. On est parvenu ainsi à sauver des centaines, pour ne pas dire des milliers d'emplois dans le secteur du textile et du vêtement au Canada à cause justement de nos bonnes politiques canadiennes dans ce secteur, politiques qui ont été réalisées et rendues possible parce que le Canada était suffisamment puissant pour être capable de conclure les accords bilatéraux dont je parlais avec les sept, huit ou neuf pays et, également, pour en arriver à une conclusion à notre avantage au GATT lors des Accords de Genève.

Ce que je demande moi aux péquistes qui veulent un oui, un mandat de séparer le Québec du Canada, c'est de venir démontrer, car ils ont le fardeau de la preuve, de venir prouver